

**A l'occasion d'un direct organisé sur sa page Facebook, le journaliste aux 500 milles followers, J. Rémy Ngono, est revenu sur les sujets qui font débat au Cameroun en ce moment. Selon lui, Paul Eric Kingué et le résistant Essama sont de mèche avec l'Etat du Cameroun dans l'arrestation de l'opposant camerounais Maurice Kamto.**

Au cours d'une session de live vidéo organisée sur le média social Facebook, le journaliste camerounais exilé en France, **J. Rémy Ngono**, a fait de graves révélations sur les coulisses de l'arrestation du président national du mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC), le professeur **Maurice Kamto**.

Selon lui, il ne s'agit ni plus ni moins d'un plan savamment monté à l'avance ; un piège qui a connu la participation du Directeur de campagne de Maurice Kamto à l'occasion des dernières présidentielles, l'ancien maire de Njombe-Penja, **Paul Eric Kingué**, et du résistant **Essama**.

En effet, Paul Eric Kingué aurait été approché par le Délégué général à la sûreté nationale, Mbarga Nguélé. « **Livre nous Maurice Kamto et l'Etat te paye ton argent** », ainsi auraient été présentés les termes du deal. Une proposition que le Juda des temps moderne aurait acceptée.

Rappelons qu'à l'issu d'un procès conduit sous la direction de l'organisation des Nations unies (ONU), l'Etat du Cameroun avait été condamné à verser une somme de 6 milliards de francs CFA à Paul Eric Kingué, une décision qui n'a pas encore été exécutée, du moins pas officiellement.

Au sujet du résistant Essama, le consultant sportif de Radio France International (RFI), Rémy Ngono, assure qu'il est un infiltré du gouvernement camerounais.

En effet, à l'occasion des manifestations du samedi 26 janvier dernier, celui-ci aurait reçu plusieurs appels téléphoniques lui questionnant sur sa non-participation aux marches. Il aurait alors répondu à chaque fois qu'il arrivait sans jamais se pointé.

Autre argument donné par le journaliste pour soutenir sa théorie du complot, le fait que Maurice Kamto n'est pas été empêché de manifester, bien qu'ayant des policiers et des gendarmes devant son domicile. Il fait ainsi un parallèle avec le raid survenu à l'ambassade du Cameroun à Paris pour étayer sa thèse.

Rappelons que les activistes de la brigade anti-sardinards (BAS) avaient prévenu qu'en cas de tir à feu sur les manifestants au Cameroun, ils feraient une sévère riposte dans les missions

diplomatiques camerounaises. Ils auraient ainsi été piégés, accusé de vol afin que cela soit imputé à Maurice Kamto. Pour preuve, la facilité déconcertante avec laquelle ils ont pénétré l'ambassade du Cameroun à Paris et le fait que la police française ait été appelée plus de 4 h de temps après le début du raid, malgré leurs directs sur Facebook.

**J. Rémy Ngon** affirme qu'au cours d'une réunion tenue il y'a quelques jours par certains membres du gouvernement, sa tête a été mise à prix.